



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction interdépartementale
des routes Centre-Est**

Lyon, 17 mai 2024

Affaire suivie par : Baptiste Borde
baptiste.borde@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 04 69 16 63 31

Objet : RN481 – Pont de Piquepierre - Notice explicative de la Prestation Supplémentaire Éventuelle (PSE)

ARTICLE 1. OBJET DE LA NOTICE EXPLICATIVE

La présente notice explicative, annexée au dossier de consultation des entreprises relatif la réparation du Pont de Piquepierre à Saint-Martin-le-Vinoux (38) au PR 96+219 sur la RN481 a pour objectif de préciser aux candidats les modalités de réponse attendues par le RMO concernant la prestation supplémentaire éventuelle obligatoire.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE LA PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE ÉVENTUELLE

Le dossier de consultation des entreprises comporte une prestation supplémentaire éventuelle (PSE). Elle est alternative ; ainsi le RMO pourra la contractualiser ou pas.

- PSE : Réalisation des travaux de reprise de la protection anti-corrosion et de renforcement de certaines poutres de la travée située au dessus des voies du réseau ferré.

Cette PSE constitue un ensemble qui s'ajoute à la solution de base.

La Prestation Supplémentaire Éventuelle ne peut se faire que sur un créneau d'intervention bien précis en lien avec les réservations citées au CCAP, à savoir :

- OCP : Du Jeudi 29 mai à 19h00 jusqu'au Dimanche 1er juin à 8h00, soit 61h d'intervention en continu.

Les travaux relatifs à la PSE sont :

-Renforcement de la poutre 14A sur toute sa longueur et l'ensemble des contrôles qui y sont liés, en l'occurrence les essais non destructifs à réaliser sur les soudures, conformément aux prescriptions du CCTP,

-Décapage et réfection du système de protection anticorrosion des poutres P8A, P14A et P8B conformément aux prescriptions du CCTP et sur les plans du présent dossier.

Le RMO attire l'attention de l'entreprise sur la prise en compte de la présence des voies SNCF, de la présence d'amiante et de plomb dans l'actuel système de protection anticorrosion présent sur les poutres métalliques et de la durée d'intervention effective de 61h. Il devra remettre une offre permettant de répondre à ces trois problématiques.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU DCE

Le RMO met à disposition les pièces financières nécessaires à l'établissement des offres des candidats; il s'agit d'un bordereau des prix unitaires et forfaitaires et d'un détail estimatif par solution (base, PSE). Les bordereaux des prix unitaires et forfaitaires et les détails estimatifs sont des documents indépendants.

Le dossier de la consultation contient un unique acte d'engagement incluant un tableau de valorisation de la prestation supplémentaire éventuelle, en plus de la solution de base.

Les éléments relatifs à la PSE sont indiqués avec : « (PSE) »

ARTICLE 4. MODALITÉS DE RÉPONSE

Il est rappelé au règlement de la consultation que les candidats ont l'obligation de chiffrer l'ensemble des solutions. Ainsi, l'offre des candidats devra contenir impérativement les deux bordereaux des prix unitaires et forfaitaires complétés et les deux détails estimatifs complétés.

En outre, le tableau de valorisation de la PSE de l'acte d'engagement devra être complété avec les montants hors taxe et TVA incluse de la plus-value par rapport à la solution de base (Montant total PSE).

ARTICLE 5. ANALYSE DES OFFRES ET CONTRACTUALISATION

À l'issue de la période de consultation et après négociation éventuelle, le RMO établira le classement final par solution, soit deux classements différents. Il aura alors libre arbitre pour choisir la solution qu'il souhaite retenir.

Le candidat ayant présenté l'offre finale économiquement la plus avantageuse résultant du classement correspondant à la solution retenue par le RMO sera alors pressenti comme attributaire.

Un NOTI1 sera communiqué à l'attributaire pressenti avec l'acte d'engagement complété par le RMO du montant de l'offre correspondant à la solution retenue. La signature du marché par l'attributaire se fera à ce moment.

À réception des pièces complémentaires éventuelles nécessaires à la contractualisation du marché, le RMO signera en retour l'acte d'engagement.